

Communiqué de presse

Berne, le 6 janvier 2017

Réforme fiscale : les chiffres fallacieux du comité de gauche sont inacceptables

Le comité de gauche opposé à la nécessaire réforme de l'imposition des entreprises (« RIE III ») fabule. À court de véritables arguments, il s'est mis à brandir la menace de hausses fiscales. Dans un certain nombre de communes, des affiches annoncent des augmentations d'impôts à deux chiffres dans le cas où la réforme fiscale – compromis équilibré – serait acceptée par le peuple le 12 février. La vérité est tout autre : sans la 3e réforme fiscale, il faut craindre un manque de recettes de 5 milliards de francs et la perte de milliers d'emplois. L'Union suisse des arts et métiers usam exige fermement du comité de gauche qu'il renonce à cautionner des déclarations délibérément fallacieuses et qu'il s'en tienne aux faits.

Le 12 février, le peuple suisse sera appelé à se prononcer sur la réforme fiscale (« RIE III »). La nécessité d'une réforme dans ce domaine n'est pas contestée, même à gauche : actuellement, en Suisse, les entreprises sont imposées selon des règles qui ne sont plus admises au niveau international. La solution proposée est le fruit d'un compromis équilibré, qui consolidera la position de notre pays en tant que place économique favorable à l'industrie et à l'innovation et qui placera toutes les entreprises en Suisse sur un pied d'égalité. Cette réforme renforce le fédéralisme, soit également les cantons et les communes, et établit la sécurité du droit en la matière.

Compte tenu de ces arguments convaincants, il n'est pas étonnant que même d'éminents élus socialistes qui sont membres d'exécutifs, telle la conseillère d'État Eva Herzog, directrice des finances de Bâle-Ville, plaident avec conviction en faveur de la réforme. Les idéologues de gauche qui forment l'entourage du président du PS Christian Levrat sont manifestement parvenus à la conclusion qu'il n'y avait plus désormais que des chiffres fantaisistes et fallacieux qui puissent encore effrayer le souverain au point qu'il en vienne à ignorer les arguments sérieux plaidant en faveur de la réforme fiscale. Le rejet de cette réforme ne changerait toutefois rien au fait qu'elle est nécessaire ; il ne servirait qu'à priver les cantons du soutien financier de la Confédération ainsi que des instruments devant leur permettre une exécution judicieuse au niveau régional.

La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse invite instamment le comité de gauche à renoncer à un tel comportement et, dans la campagne de votation, à s'en tenir aux faits.

Renseignements complémentaires**Hans-Ulrich Bigler**, directeur, mobile 079 285 47 09**Henrique Schneider**, directeur adjoint, mobile 079 237 60 82

Numéro 1 plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 PME

